



Discours

Merci, Joe, pour cet accueil chaleureux. Je suis heureux de nos retrouvailles, 25 ans après la fin de nos études à la Ivey Business School. Comme le temps passe vite!

Et merci, Tod, pour cette gentille introduction. J'ai apprécié notre collaboration au cours de ces neuf derniers mois.

Bon après-midi, mesdames et messieurs. Quel plaisir de me retrouver au Canadian Club, en si bonne compagnie : des convives à la table principale, aux représentants des banques membres de l'ABC, en passant par les collègues du secteur financier et les nombreux précieux invités.

Je suis heureux d'être de retour au Canada, après huit années passées aux États-Unis. Je suis ravi de m'être joint, à titre de président et chef de la direction, à l'Association des banquiers canadiens, une organisation qui, à cette même époque l'an dernier, célébrait son 130^e anniversaire. Tout au long de son illustre histoire, l'ABC a veillé à ce que notre pays demeure prospère et que nos banques restent bien réglementées et fort compétitives.

Peu après mon entrée en fonction en février dernier, l'ABC a entrepris une transformation axée sur les membres ainsi qu'une revue de ses valeurs fondamentales. Notre transformation est sur la bonne voie. Un élément clé de notre évolution stratégique est de nous efforcer d'être plus proactifs dans le modelage de l'avenir de notre secteur alors que nous nous adaptons aux changements. Également, nous nous sommes fixé une nouvelle mission : mettre les banques du Canada à l'avant-garde de la croissance et d'un avenir

8 (on)-12.2 (nnl)3.1 (o)dr n itro

Au Canada, les banques accompagnent l'évolution du pays depuis avant la Confédération : financement du chemin de fer qui nous relie d'un océan à l'autre, vente d'obligations pour soutenir la victoire lors des deux guerres mondiales, et offre de produits et services à des générations de Canadiennes et de Canadiens pour les aider à acheter des maisons, à épargner pour la retraite et à développer des entreprises.

Des décennies de leadership de la part de sommités dans les secteurs public, réglementaire et bancaire ont permis au Canada de bâtir le meilleur système bancaire au monde. Cela dit, face à l'avenir, nous ne pouvons pas nous reposer sur nos anciens lauriers.

Le Canada et son secteur bancaire passent actuellement par une période charnière : si les nombreuses forces à l'œuvre ne sont pas judicieusement canalisées, elles pourront ébranler la santé économique solide de notre pays. Étant donné la relation symbiotique entre l'économie et les banques, nous sommes tous concernés par cette réalité. En effet, des banques saines sont le moteur d'une économie saine, et vice versa.

Dans le cadre de ses efforts pour façonner l'avenir, l'ABC a récemment soumis un mémoire prébudgétaire au gouvernement fédéral. Dans ce mémoire, nous avons souligné la nécessité de mettre l'accent sur la croissance et de créer un avenir stable et solide, fondé sur une économie canadienne saine et en croissance.

Ce mémoire portait sur plusieurs sujets importants. Vu le court temps dont nous disposons aujourd'hui, je vais me limiter à en explorer trois :

-

- Engagement à fix

En effet, les sources énergétiques ne sont pas seulement essentielles pour l'économie canadienne, mais aussi pour nos besoins sociaux. Par exemple, le pétrole et le gaz sont d'importantes sources d'énergie au Canada, tant pour la production alimentaire et le transport, que pour la fabrication et le chauffage de nos maisons. Au Canada, et partout dans le monde, les gens ont besoin de cette production d'énergie vu qu'actuellement, il n'y a tout simplement pas assez d'énergies vertes pour répondre à cette demande.

Les 140 000 personnes qui travaillent directement ou indirectement dans le secteur pétrolier et gazier partagent massivement la vision du Canada pour un avenir à faible émission de carbone. Étant donné leur grande expertise dans la livraison du carburant qui fait avancer notre pays et le reste du monde, elles sont les mieux placées pour nous aider à atteindre le niveau net zéro. De plus, les compagnies pétrolières et gazières soutiennent notre transition énergétique par des investissements clés dans l'éolien, le solaire et d'autres technologies qui faciliteront notre transition.

Nous savons également qu'une forte réduction de l'émission de gaz carbonique dans l'ensemble de notre économie coûte cher. Une étude récente de la RBC montre qu'au cours des 30 prochaines années le Canada aura besoin d'environ 2 billions de dollars pour financer la transition vers la carboneutralité. C'est presque autant que le PIB du Canada. Les banques du Canada sont essentielles au financement des technologies clés et des immobilisations qui nous permettront d'atteindre cet objectif.

D'un point de vue géopolitique, le Canada peut fournir de l'énergie aux marchés nationaux et mondiaux de façon propre, efficace et progressive. Les clients internationaux préfèrent les sources d'énergie canadiennes à celles provenant de régimes conflictuels et dangereux, en raison de notre solide bilan de protection des droits de la personne, de respect de la primauté du droit et de tradition démocratique. Dans ses commentaires au Brookings Institute à Washington, D.C., la vice-première ministre Freeland a souligné la nécessité pour les pays démocratiques de recourir à « l'amicalisation » (friendshoring), un point de vue partagé par les États-Unis et nos plus proches alliés. Aujourd'hui plus que jamais, la gouvernance sociale et l'alignement des valeurs sont des facteurs clé

dran()-12.2 ce -1.723n re8.1 (f)-1 tocémo3.1 (nt)-1..2 (rac 0.001 T1 ()-12.1()-6.4 (f) pael)-9 (l)nn dur2.3 (i) (n des)nishtis I3.

et la croissance économique. Nous pouvons résolument générer plus d'énergie propre, faire croître notre économie et réduire nos émissions.

Nous encourageons le gouvernement fédéral à collaborer avec l'industrie à la réalisation d'investissements ciblés et à la conception d'incitatifs fiscaux qui facilitent l'atteinte de la carboneutralité, tout en adoptant une attitude équilibrée et souple à l'égard de toute nouvelle réglementation.

Nous avons besoin de plus de carottes et de moins de bâtons. Le budget fédéral de 2022 et l'énoncé économique de l'automne ont introduit des engagements axés sur la stimulation des investissements dans les technologies vertes, y compris l'hydrogène. Il s'agit de pas dans la bonne direction. Mais il faut faire davantage pour aider notre pays à progresser vers l'objectif ambitieux d'une économie carboneutre d'ici 2050.

Les banques du Canada sont déterminées à faire leur part.

Garantir la pérennité du secteur financier

Mon deuxième point aujourd'hui concerne la nécessité de préparer l'avenir du secteur des services financiers du Canada, notamment en ce qui a trait aux paiements.

Les Canadiens comptent parmi les consommateurs mondiaux qui utilisent le moins d'argent liquide dans leurs transactions quotidiennes. En fait, les particuliers et les entreprises au Canada adoptent facilement les options bancaires et de paiement numériques. Nos banques sont à l'avant-garde de l'innovation et les consommateurs disposent aujourd'hui d'un accès sans précédent à des canaux numériques fiables qui répondent à leurs besoins bancaires.

- Les paiements électroniques représentent près de 80 % des transactions.
- Les deux tiers des Canadiens ont utilisé des applications bancaires mobiles l'an dernier.
- Plus d'un tiers des transactions

système bancaire ouvert cherche à permettre aux clients de partager leurs données avec des sociétés fintech tierces d'une manière plus sécurisée. Cependant, les fintechs impliquées dans le système bancaire ouvert ne sont actuellement pas soumises à la même surveillance réglementaire que les banques.

Même si la concurrence est encouragée, les décideurs politiques doivent faire preuve de diligence lorsqu'ils envisagent les prochaines étapes du cadre de surveillance des paiements de détail. Face à la croissance des services de paiement non réglementés, le gouvernement fédéral a adopté la *Loi sur les activités associées aux paiements de détail* qui habilite la Banque du Canada à superviser les fournisseurs de services de paiement. L'ABC et ses membres ont accueilli favorablement cette évolution. Toutefois, à ce stade, le cadre de surveillance est insuffisant, car il exclut la protection des consommateurs.

Le marché des paiements évolue plus rapidement que le cadre réglementaire qui s'y applique. Puisque les fournisseurs de services de paiement traitent directement avec les consommateurs, l'absence de protection pour ces consommateurs est une immense lacune. Nous avons tous été témoins des effondrements spectaculaires dans l'espace financier émergent et des graves pertes inutilement subies par les clients. Soyons clairs, nous ne voulons pas que le prochain FTX ou Celsius provienne de l'écosystème des paiements du Canada.

Nous encourageons le gouvernement à inclure des mécanismes de protection et de recours pour les consommateurs dans son cadre de surveillance des paiements de détail. Ainsi, les clients pourront explorer les nouvelles technologies financières et les utiliser en toute confiance et en pleine sécurité.

À chaque étape de la conception de solutions technologiques, les banques du Canada ont à l'esprit la protection des consommateurs et tiennent compte du lien réglementaire de la création à la commercialisation. C'est pourquoi le secteur bancaire canadien, bien réglementé et de renommée mondiale, est solide, résilient et fiable.

Toute activité en dehors du cadre réglementaire comporte de grands risques. C'est pourquoi il est impératif que les fournisseurs de services de paiement soient réglementés avant d'être autorisés à accéder davantage aux systèmes de paiement. En bref : même activité, même risque, même réglementation.

Régler le problème de productivité

Tout comme nous devons protéger l'avenir des services financiers, notre pays doit assurer le maintien de notre prospérité commune et de notre niveau de vie. Pour y arriver, la productivité est la clé. En effet, la productivité est une mesure essentielle de la vitalité économique et représente la voie vers une croissance et une création d'emplois plus fortes et plus inclusives, ainsi que vers une plus faible inflation. En deux mots, la productivité consiste à créer plus avec moins de ressources.

Notre travail collectif pour créer un avenir plus équitable est loin d'être terminé. Mais je suis très fier des banques au Canada qui continuent de donner l'exemple et de défendre la diversité, l'égalité, l'équité et l'inclusion.

Notre pays fait face à sa juste part de défis, dont j'ai abordé certains aujourd'hui. Il nous reste un long chemin à parcourir. Le Canada possède l'endurance sociale et économique pour tenir la distance.

Avec des citoyens engagés, un système politique et gouvernemental stable, et un secteur bancaire de classe mondiale, notre potentiel sera illimité si, ensemble, nous visons des objectifs communs.